



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt six juin à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la délibération:  
**Prévention - Hébergement d'urgence pour victimes de violences conjugales**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérard, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉS :**

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Fabien MATRAS

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le :

21/7/2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le

21/7/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est compétente en matière de politique de la ville pour les dispositifs locaux d'intérêt communautaire.

Par délibération n°2006.042 en date du 29 juin 2006, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a reconnu d'intérêt communautaire la mise en œuvre de dispositifs de coordination intercommunale d'acteurs locaux.

En vertu de la loi du 5 mars 2007 n°2007-297 et du décret du 23 juillet 2007 n°2007-1126 relatifs à la prévention de la délinquance, le CISPDP est le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance. Il favorise l'échange d'informations entre les institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévus dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville.

Par délibération n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPDP) afin de mettre en place une politique à l'échelle de l'intercommunalité en lien avec les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPDP).

Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.) réunis dans les instances du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPDP) reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (TIG, réparation, sanction pénales, rappels à l'ordre), de prévention situationnelle (service de police) et d'aide aux victimes. Ainsi, une réflexion a été engagée pour répondre à la problématique d'accueil et d'hébergement des victimes de violences conjugales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Dans le cadre pénal, le protocole du parquet de Draguignan détermine les modalités de suivi des auteurs de violences conjugales et de protection des victimes. Cependant, si l'éloignement du conjoint violent est une priorité de la loi de 2010, l'hébergement reste, dans de nombreuses situations, une préoccupation des travailleurs sociaux qui prennent en charge les victimes et leurs enfants. Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), quant à lui, ne permet pas toujours d'obtenir la solution la plus adaptée. En effet, l'éloignement des hébergements proposés déséquilibre davantage les conditions de vie des victimes (emploi, scolarité des enfants, etc.).

Cela a abouti en 2012 à la mise en place à titre expérimental d'un hébergement d'urgence dédié, géré par l'association varoise d'accueil familial (AVAF) à Draguignan. Au regard des résultats satisfaisants, la commune des Arcs-sur-Argens a souhaité contribuer à cette démarche en 2014 en mettant à disposition un logement communal équipé.

Afin de garantir les bonnes conditions de prise en charge des publics dans les deux logements aux Arcs-sur-Argens et à Draguignan, il convient aujourd'hui de formaliser les modalités de travail et de financement entre la CAD, le Conseil général, la commune des Arcs-sur-Argens et l'AVAF dans une convention.

En conséquence, et au vu de l'avis de la Commission Politique de la Ville et Cohésion Sociale en date du 19 juin 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat et de financement,
- accorder une subvention de neuf mille sept cent cinquante euros (9 750 €) à l'association varoise d'accueil familial (AVAF) sise 21 rue Mirabeau à Toulon,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter toute aide financière relative à l'exécution de la présente délibération.

La subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

## ACCUEIL DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES EN LOGEMENT CONVENTIONNE EN DRACENIE

### CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT

Entre :

L'Association Varoise d'Accueil Familial représentée par son président dûment habilité par le conseil d'administration, dénommée ci-après l'AVAF,

et

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dont le siège social est à Draguignan (Var) - Square Mozart CS 90129,

Enregistré sous le code SIRET numéro 248 300 493 001 24

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ 2014 ci-après dénommée par « la CAD »,

et

Le Département du Var représenté par le responsable d'UTS Dracénie, dûment habilité par délibération n° ..... de la commission ..... en date du ....., dénommé ci-après le Département du Var,

et

La commune des Arcs sur Argens, représentée par le maire dûment habilité par délibération n° ... du conseil municipal en date du ..., dénommée ci-après la commune des Arcs.

Document de travail mis à jour 10 juin 2014

Tenu le : 11/7/2014  
au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 Mars 1982.

## PREAMBULE

A l'initiative du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) de la Dracénie, une réflexion a été engagée pour répondre à la problématique d'accueil et d'hébergement des victimes de violences conjugales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le protocole pénal du tribunal de grande instance de Draguignan assure, entre autres, la prise en charge des auteurs de violences conjugales et la protection des victimes. Cependant, si l'éloignement du conjoint violent est une priorité de la loi de 2010, dans de nombreuses situations, l'hébergement d'urgence reste une préoccupation des travailleurs sociaux qui prennent en charge dans l'urgence les victimes et leurs enfants.

Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) est utilisé par les travailleurs sociaux mais il ne permet pas d'obtenir la solution la plus adaptée. En effet, les lieux d'hébergement proposés sont parfois trop éloignés et viennent déséquilibrer davantage les conditions des victimes (emploi, scolarité des enfants, etc.).

Cette réflexion a abouti en 2012 à la mise en œuvre d'un projet de logement d'urgence proposé par l'AVAF.

En 2014, la commune des Arcs-sur-Argens met à disposition, dans cette démarche, un logement communal.

PROJET

## **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet :

- de déterminer les modalités de fonctionnement des logements d'urgence pour victimes de violences conjugales
- de définir les modalités de partenariat entre la commune des Arcs, le Département du Var, la CAD et l'AVAF,
- de fixer les modalités de financement de l'action.

Notion d'urgence : nécessité de quitter le logement alors que l'éloignement du conjoint n'est pas effectif.

## **Article 2. Description des logements**

La commune des Arcs met à disposition aux Arcs sur Argens, un logement communal de type 1.

L'AVAF met à disposition un logement de type 2 à Draguignan conventionné dans le cadre de l'allocation logement temporaire (ALT).

Pour assurer la sécurité des victimes, les adresses ne sont pas indiquées.

Ces logements sont aménagés et dotés de tous les équipements nécessaires à la vie quotidienne des familles qui y sont admises.

L'AVAF souscrit tous les abonnements (énergie, téléphone, etc.) propres à assurer le bon fonctionnement du logement de Draguignan.

La commune des Arcs souscrit tous les abonnements (énergie, téléphone, etc.) propres à assurer le bon fonctionnement du logement des Arcs sur Argens.

L'AVAF souscrit un contrat d'assurance contre les risques locatifs des deux logements.

A chaque départ et arrivée des familles, l'AVAF assure les travaux d'entretien, de maintenance ainsi que la remise en état suite à d'éventuelles dégradations faites sur le logement et les équipements pour les deux logements. L'AVAF établit entre l'AVAF et la commune un état des lieux pour le logement des Arcs sur Argens. L'AVAF dispose en permanence d'un jeu de clés de ces logements d'urgence.

## **Article 3. Définition des publics**

Les publics accueillis correspondent à des situations d'urgence de personnes victimes de violences conjugales ayant déposé une plainte, accompagnées ou non d'enfants, issues des 19 communes de la Communauté d'Agglomération Dracénoise (Ampus, Chateaudouble, Montferrat, Bargemon, Claviers, Callas, Figanières, Draguignan, Flayosc, Lorgues, Taradeau, Trans, La Motte, Le Muy, Les Arcs, Vidauban, Sillans, Salernes, Saint Antonin).

## **Article 4. Orientation des situations**

Toutes les orientations vers l'AVAF sont réalisées par un travailleur social référent.

Le travailleur social de référence est un travailleur social du conseil général du secteur du domicile initial de la victime.

Avant toute orientation vers ce logement d'urgence, le travailleur social de référence s'assure de l'effectivité des mesures légales (dépôt de plainte) et explore les autres solutions d'hébergement (tiers, solidarité familiale, SIAO, etc.).

Si la victime est prise en charge par un travailleur social du centre hospitalier de Draguignan, ce dernier peut réaliser le diagnostic social et faire le lien avec le travailleur social du conseil général.

Les services de police accueillant les victimes doivent se rapprocher du travailleur social de référence pour faire établir un diagnostic social en téléphonant au siège social de l'unité territoriale sociale du conseil général (04 83 95 54 40).

## **Article 5. Admission des situations**

Si un des deux logements est disponible, l'AVAF organise un accueil immédiat, en présence du travailleur social référent.

Il n'y a pas d'accueil différé ni de liste d'attente, le travailleur social référent doit éventuellement renouveler sa demande.

Pour chaque admission, le travailleur social référent établit un rapport social (cf. annexe) déterminant les éléments d'un premier diagnostic pour la prise en charge future. Ce rapport est transmis à l'équipe socioéducative de l'AVAF immédiatement ou au plus tard dans les 72 heures.

Toutes les admissions sont faites via l'accueil de jour de l'AVAF qui établit les premiers documents d'admission.

L'AVAF assure, simultanément :

- l'état des lieux et l'inventaire du matériel et des équipements (mobiliers, etc.) mis à disposition,
- l'établissement du premier contrat d'occupation de 15 jours,
- l'explicitation du règlement intérieur au bénéficiaire.

La première période de séjour sans participation financière de l'occupant est de 15 jours renouvelable une fois pour garder à ce logement sa spécificité de logement d'urgence. Après ce délai les familles s'acquittent d'une participation financière de 15% des ressources. Les modalités de ressources prises en compte ainsi que la durée maximale d'occupation seront à définir lors de la réunion de la première instance technique et à proposer à l'instance de pilotage qui en validera les termes.

Les prolongations de séjour, données à titre exceptionnel, seront déterminées conjointement par l'AVAF et le travailleur social référent.

## **Article 6. Accompagnement social**

Dans l'urgence, l'AVAF assure l'accompagnement quotidien de la situation : repas, besoins fondamentaux immédiats, etc.

Pour la suite de la prise en charge, le travailleur social référent et l'équipe de l'AVAF déterminent ensemble les modalités de prise en charge des besoins quotidiens du séjour au cours d'une rencontre de synthèse dans les 72 heures qui suivent l'admission.

Ils établissent le contrat d'accompagnement précisant les objectifs du séjour dans ce logement en présence du travailleur social référent de l'AVAF et des personnes accueillies.

Pour leurs démarches administratives (RSA, etc.), les occupants du logement bénéficient d'une domiciliation à l'adresse postale de l'AVAF.

Le cas échéant, le travailleur social référent assure le lien avec le partenaire à l'origine de la demande dans le respect des règles de confidentialité et du secret professionnel.

## **Article 7. Financement**

Le budget du budget de fonctionnement est présenté en annexe, le financement de l'action est assuré par l'Etat, la commune des Arcs, la CAD et l'AVAF. CAD

	Etat Allocation Logement Temporaire	Etat Droits des femmes	CAD	Commune des Arcs	AVAF Budget de fonctionnement annuel
Logement de Draguignan	2 650 €	1 000 €	6 000 €		9 650 €
Logement des Arcs			3 750 €	4 800 €	8 550 €
Total	2650 €	1 000 €	9 750 €	4 800 €	18 200 €

Pour Draguignan, l'AVAF sollicite auprès de l'Etat un agrément Allocation Logement Temporaire (ALT) et une subvention annuelle de 2 650 €.

L'AVAF sollicite auprès de l'Etat une participation annuelle de 1 000 € au titre des « Droits des femmes ».

Le logement des Arcs est mis à disposition par la commune, L'AVAF bénéficie donc à ce titre d'une subvention en nature évaluée à 4 800 € (quatre mille huit cent Euros) par an.

La CAD apporte une subvention annuelle globale de 9 750 € soumise au prorata temporis de mise à disposition effective.

## **Article 8. Evaluation et pilotage**

Pour chaque situation, un bilan anonyme est réalisé par le travailleur social référent.

Un comité de pilotage annuel composé des signataires de la présente convention et de personnes ressources expertes si nécessaire est convoqué par l'AVAF.

Un comité technique composé des signataires de la convention est convoqué par l'AVAF à la demande d'une des parties. Il est réuni en urgence sur alerte de l'AVAF en cas de séjours supérieur à un mois et demi (au deuxième renouvellement).

### **Article 9. Durée**

La convention est établie pour l'année 2014, à partir de la date de signature et jusqu'au 31 décembre. Elle est renouvelable pour un an, une fois, dans les conditions suivantes :

- renouvellement de l'agrément ALT par le préfet
- reconduction des subventions au budget 2015.

### **Article 10. Modifications de la convention**

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

### **Article 11. Résiliation de la convention**

En cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La résiliation ne pourra donner lieu à aucune indemnité. La subvention serait attribuée en cas de résiliation en cours d'année au prorata temporis.

### **Article 12. Litiges**

En cas de désaccord persistant entre les parties, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

### **Article 13. Documents annexes**

L'AVAF devra produire chaque année certains documents pour attester de l'utilisation conforme de la subvention, des comptes approuvés.

Les pièces ci-dessous mentionnées devront être remises à la CAD au plus tard le 31 mars 2015.

- les statuts de l'association
- le n°SIRET
- le budget prévisionnel de l'action
- le budget détaillé de l'action certifié par le Commissaire au compte
- le PV de la dernière AG
- un RIB ( sous format IBAN )



Fait le .....en 5 exemplaires,

**Bruno GUERIN**

**Président**  
**Association varoise d'accueil familial**

**Olivier AUDIBERT-TROIN**

**Président**  
**Communauté d'agglomération Dracénoise**

**Michel FRACES**

**Responsable UTS**  
**Conseil général du Var**

**Alain PARLANTI**

**Maire**  
**Commune des Arcs sur Argens**

PROJET

## Annexe 1. Modèle de rapport social



### IMPRIME UNIQUE DE DEMANDE D'AIDE

#### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom :

Prénom :

Nom de jeune fille :

Date de naissance :

Situation: Marié(e) ☐

Célibataire ☐

Veuf(ve) ☐

Séparé(e) ☐

Divorcé(e) ☐

PACS ☐

Vie maritale ☐

Adresse :

Téléphone :

ORIGINE (institution) :

Service :

Référént (ou Instructeur de la demande)

Adresse:

Téléphone:

Fax:

Type d'aide sollicitée :

Date d'arrivée au service destinataire :

Service destinataire :

#### DECISION

Date  
Signature

#### MODALITES DE PAIEMENT

☐ Ordre de paiement

☐ Virement bancaire  
RIB à joindre

☐ Chèque bancaire

☐ C.A.P

☐ Espèces

#### Destinataires

☐ Demandeur

☐ Famille ou proche

☐ Organisme de tutelle

☐ Autres

Nom, Prénom et adresse du destinataire de paiement si différent du demandeur :

► RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

CMU : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non CPAM / MSA	CAF / MSA	CRAM	MUTUELLE
N°	N°	N°	Nom

Demande de logement auprès des bailleurs sociaux		
N° d'enregistrement unique départemental	Nom du bailleur	N° de dépôt du dossier

• LOGEMENT

Statut : ☐ Propriétaire ☐ Locataire ☐ Hébergé ☐ Accueil d'urgence ☐ Autre\*  
 Type de logement : ☐ T.1 ☐ T.2 ☐ T.3 ☐ T.4 ☐ Autre\* (préciser)

• PERSONNES VIVANT AU FOYER

Nom et Prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	Situation socioprofessionnelle	Employeur
Demandeur					

► AUTRES AIDES SOLLICITEES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Nature	Organisme	Date de décision	Décision Montant accordé

# BUDGET MENSUEL DU FOYER

Type de Revenu	Montants revenus	
	Demandeur	Autres
Salaires		
Revenus d'activité professionnelle		
CPAM		
I/RAT/PI		
ASSEDIC		
ARE/ASS/AI/AFR		
RMI		
API		
AAH		
Complément AAH		
Prestations Vieillesse		
Retraite complémentaire		
Allocation supplémentaire		
Allocation veuvage		
Pension alimentaire		
Rente Viagère		
Revenu Foncier		
AF		
AES		
PAJE		
APE		
ASF		
CF		
ALF/ALS/APL		
Bourses		
Autres		
Totaux		
Total général		

Charges	Montants des charges	Dettes
Loyer nu		
Charges locatives		
Accession à la propriété		
EDF/GDF		
Eau (hors charges locatives)		
Téléphone		
Chauffage		
Transports		
Assurance Habitation		
Assurance Véhicule		
Mutuelle		
Pension Alimentaire		
Frais de garde		
Frais de cantine		
Frais de scolarité		
Impôts sur le revenu		
Taxe d'habitation		
Taxes foncières		
Redevances TV		
Taxes Professionnelles		
Remboursements de crédits		
Plan d'apurement des Dettes		
Déouvert Bancaire		
Autres Charges		
Totaux		

Commission de surendettement saisie :

☐ oui    le .....  
☐ non

Montant mensuel du plan conventionnel :

Quotient Social :

Ressources - Revenus - (API - AL - ALS - ARS)  
 Nombre d'unités de consommation\*

UC\* : 1 personne - 1 unité ,      2 personnes - 0,5 unité.  
 3 personnes et plus + 0,3 unité  
 Si le foyer comporte + de 2 enfants ou personne de - 25ans à charge,  
 chaque personne à partir du 3<sup>ème</sup> enfant ou 3<sup>ème</sup> personne + 0,4 unité

**RAPPORT DE SITUATION**

**AIDE PROPOSEE**

**Nom, Prénom et signature de  
l'instructeur du dossier :**

**Date et cachet :**

## Annexe 2. Budget prévisionnel de fonctionnement annuel

Budget prévisionnel de fonctionnement annuel (12 mois)

Dépenses				Recettes			
	Les Arcs	Draguignan	Total		Les Arcs	Draguignan	Total
Achats de fournitures	550	550	1 100	Subvention Etat ALT		2 650	2 650
Alimentation	1 000	1 000	2 000	Subvention CAD	3 750	6 000	9 750
Assurances	200	100	300	Droit des femmes		1 000	1 000
Charges de personnel	2 000	2 000	4 000				
Location		5 400	5 400				
Entretien		300	300				
Dotations aux amts		300	300				
Total	3 750	9 650	13 400				
Contribution en nature - Mise à disposition du logement	4 800			Contribution en nature - Mise à disposition du logement mairie des Arcs	3 750 4 800	9 650	13 400
Total avec contribution en nature	8 550	9 650	18 200		8 550	9 650	18 200